

<http://lipietz.net/Appel-pour-la-non-ratification-du-traite-d-Amsterdam>

# Appel pour la non-ratification du traité d'Amsterdam

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: décembre 1998

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

Appel des Verts et de la "gauche de la gauche".

## Appel pour la non-ratification du traité d'Amsterdam

Cet appel, que j'ai signé en tant que porte-parole des Verts avec d'autres personnalités de la "Gauche de la Gauche", est manifestement postérieur à la réforme constitutionnelle de novembre 1998 que ce traité exigeait (et que les Verts, favorables dans son principe à la délégation de souveraineté populaire vers le niveau européen, avaient voté), et antérieur au vote de ratification de mars 1999 (que les Verts, le PCF, le MRC et la gauche du PS vont refuser). Voir l'historique du débat français [ici](#).

Je date donc cette archive de décembre 1998 approximativement.

Pour lire le texte (pdf, 240 Ko), cliquez ici :

**Appel pour la non-ratification  
du Traité d'Amsterdam**

Le Parlement français est appelé à ratifier le traité d'Amsterdam au cours des prochains mois. Ce traité a été négocié par MM. Balladur, Chirac, Juppé. Il s'inscrit dans la suite du traité de Maastricht et du « pacte de stabilité » budgétaire, que Lionel Jospin qualifie un jour de « super-constitution européenne ». En insistant sur une zone sans de dépasser 3 % de déficit budgétaire, ce pacte vise à imposer aux populations l'austérité perpétuelle. Il offre un pouvoir sans partage et sans contrôle à une poignée de décideurs et de gouverneurs de banques centrales. A tout cela, Amsterdam ajoute l'intégration dans les traités des accords de Schengen, qui font de l'Europe une forteresse fermée aux ressortissants de l'Est comme du Sud.

Nulle tentation d'un repli sur les frontières nationales ne nous anime. Mais cette Europe-là n'en décide-t-elle pas la nôtre.

Nous sommes des partisans résolu d'une Europe sociale et environnementale, c'est-à-dire mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui généralise la réduction de la durée du travail afin de créer des millions d'emplois, garantisse à chacun un emploi stable et un revenu décent, reconnaisse aux femmes l'égalité des droits qu'elles revendiquent, harmonise par le haut les législations sociales, favorise un développement économique respectueux des équilibres écologiques.

Nous croyons en une Europe enfin démocratique, fondement d'une citoyenneté pleine et entière. Une Europe qui donnerait aux populations les moyens de décider des choix politiques et de contrôler leur mise en oeuvre, qui permettrait à tous ceux qui y vivent de jouir de droits civiques égaux.

Nous sommes prêts à avancer résolument vers une telle Europe. Au contraire, parce qu'elle approuverait un modèle social et politique en tout point contraire à nos convictions d'hommes et de femmes de gauche et d'écologistes, la ratification du traité d'Amsterdam n'est pas une pure formalité.

Nous en appelons à celles et ceux que l'on entend au débat public sur une question pourtant cruciale, les citoyens, les acteurs du mouvement social, toutes les forces progressistes, afin qu'ils fassent entendre au plus vite l'exigence d'un coup d'arrêt aux dévotions du libéralisme.

Nous en appelons aux députés de la majorité élue en 1997, afin qu'ils refusent d'approuver le traité tel qu'il se présente à ce jour.

Nous nous constituons, à cette fin, en collectif national pour la non-ratification du traité qui sera présenté au Parlement et pour la réorientation démocratique, sociale et écologique de la construction européenne.

**CONTACTS :**  
Pierre BLOTIN, 2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris : 01.40.48.12.43  
Gérard FALCHÉ, 85 rue Rambuteau, 75001 Paris : 01.49.39.04.40  
Alain LAFITZ, 167 av. Parmentier, 75011 Paris : 01.43.55.10.61  
Roland MISSEUX, 40 rue de Malte, 75011 Paris : 01.43.57.44.88  
Christiane PROQUET, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois : 01.48.70.42.30.

Amsterdam